

Rapport de gestion 2010

Tribunal pénal fédéral



| | |
|-----------------------------------|-----------|
| Partie générale | 40 |
| Composition du Tribunal | 40 |
| Organisation du Tribunal | 42 |
| Marche des affaires | 43 |
| Coordination de la jurisprudence | 45 |
| Administration du Tribunal | 46 |
| Tâches de surveillance | 48 |
| Collaboration | 50 |
| Autorités externes | 51 |
| Suggestions au législateur | 52 |
| Statistiques | 54 |

Rapport de gestion du Tribunal pénal fédéral 2010

Bellinzone, le 25 janvier 2011

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux et Conseillers aux Etats,

En application de l'art. 3 al. 3 de la loi fédérale sur le Tribunal pénal fédéral en vigueur jusqu'au 31 décembre 2010, respectivement de l'art. 34 al. 3 de la loi sur l'organisation des autorités pénales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011, nous vous faisons parvenir notre rapport d'activité pour 2010.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée et des moyens mis à notre disposition pour l'accomplissement de nos tâches. Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux et Conseillers aux Etats, l'expression de notre haute considération.

Au nom du Tribunal pénal fédéral

| | |
|-------------------------|--------------------------|
| Le Président: | Andreas J. Keller |
| La Secrétaire générale: | Mascia Gregori Al-Barafi |

Partie générale

Composition du Tribunal

Cour plénière

| | |
|-----------------|----------------------------------|
| Président: | Andreas J. Keller (100%) |
| Vice-président: | Daniel Kipfer Fasciati (80%) |
| Membres: | Peter Popp (100%) |
| | Walter Wüthrich (80%) |
| | Emanuel Hochstrasser (100%) |
| | Sylvia Frei-Hasler (50%) |
| | Tito Ponti (80%) |
| | Miriam Forni (80%) |
| | Giorgio Bomio Giovanascini (80%) |
| | Roy Garré (80%) |
| | Cornelia Cova (80%) |
| | Jean-Luc Bacher (80%) |
| | Patrick Robert-Nicoud (100%) |
| | Stephan Blättler (80%) |
| | Giuseppe Muschietti (100%) |
| | Nathalie Zufferey (100%) |
| | Joséphine Contu (80%) |

La répartition linguistique s'établit comme suit: 10 juges alémaniques (représentant 8,3 postes de travail), 5 juges francophones (représentant 4,6 postes de travail) et 2 juges italophones (représentant 1,6 poste de travail). Le juge francophone David Glassey, élu lors de la session de décembre dernier, entrera en fonction le 1^{er} mars 2011.

Commission administrative

Andreas J. Keller
Daniel Kipfer Fasciati
Roy Garré

Cours

Cour des affaires pénales: Walter Wüthrich (Président)

Peter Popp
Sylvia Frei-Hasler
Daniel Kipfer Fasciati
Miriam Forni
Jean-Luc Bacher
Stephan Blättler
Giuseppe Muschietti
Nathalie Zufferey

I^{er} Cour des plaintes: Tito Ponti (Président)

Emanuel Hochstrasser
Patrick Robert-Nicoud
Joséphine Contu

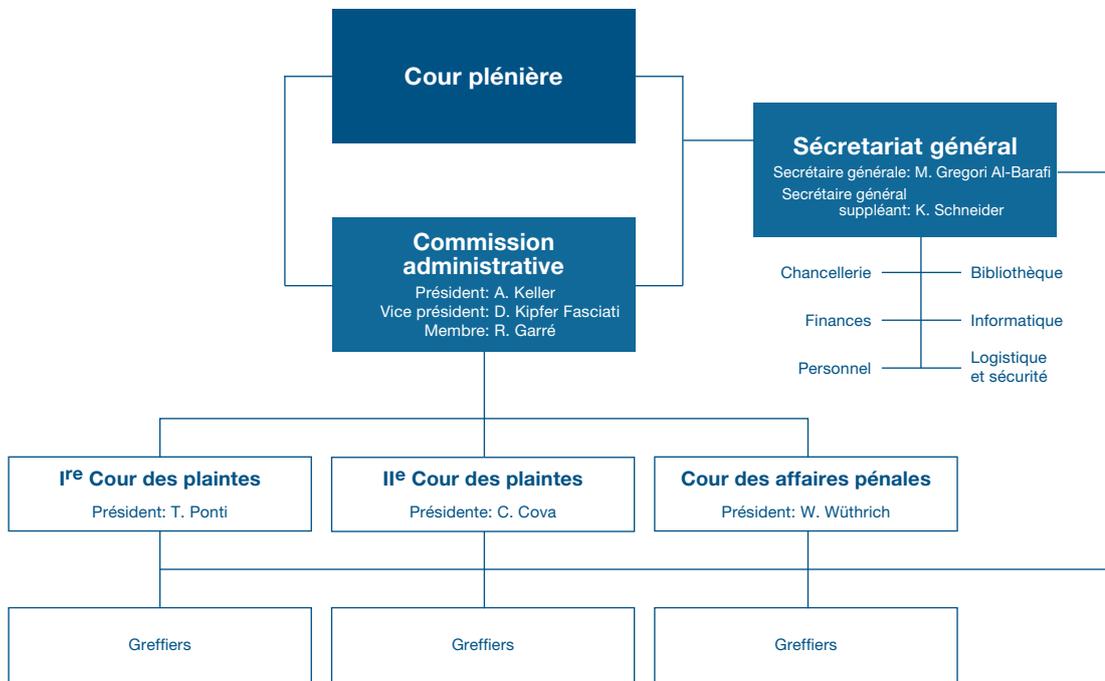
II^e Cour des plaintes: Cornelia Cova (Présidente)

Andreas J. Keller
Giorgio Bomio Giovanascini
Roy Garré
Jean-Luc Bacher
Joséphine Contu

Secrétariat général

Mascia Gregori Al-Barafi (Secrétaire générale), Patrick Guidon (Secrétaire général suppléant), jusqu'au 31 août 2010). Klaus Schneider (Secrétaire général suppléant, à compter du 1^{er} octobre 2010).

Organisation du Tribunal



Dans le courant de l'année 2010, le nombre de juges actifs auprès du Tribunal est resté stable (volume d'occupation: un total de 14,50 postes à 100%). La structure du Tribunal est également demeurée inchangée en 2010. Grâce à l'affectation de certains juges à deux cours, une répartition équitable de la charge de travail entre les juges a pu être mieux garantie. Les travaux d'adaptation liés à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2011, du Code de procédure pénale (CPP) et de la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération ont occasionné une charge de travail importante pour la Cour plénière, pour la Commission administrative, pour certains services ainsi que pour la Cour des affaires pénales et la I^{re} Cour des plaintes. Presque tous les formulaires et les modèles utilisés pour la correspondance du Tribunal et contenus dans le système d'administration *Juris* ont dû être adaptés au nouveau droit de procédure, en particulier ceux de la Cour des affaires pénales et de la I^{re} Cour des plaintes. Ces travaux d'adaptation ont égale-

ment nécessité la mise à contribution, dans une mesure non négligeable, de ressources de direction et opérationnelles. Or pour accomplir de pareilles tâches supplémentaires, le Tribunal pénal fédéral ne peut pas faire appel à un nombre de collaborateurs comparable à celui des autres tribunaux, respectivement du Ministère public de la Confédération (MPC). Dans ce contexte, la Cour plénière a édicté trois nouveaux règlements, à savoir le Règlement sur l'organisation du Tribunal pénal fédéral (ROTPF, RS173.713.161), le Règlement sur les frais, émoluments, dépens et indemnités de la procédure pénale fédérale (RFPPF, RS 173.713.162) ainsi que le Règlement sur les activités accessoires (RAATPF, RS 173.713.151). Une adaptation du Règlement sur les principes en matière d'information et sur l'accréditation pour la chronique de l'activité judiciaire du Tribunal pénal fédéral (RS 173.711.33) est également prévue car le «concept cadre pour la communication des tribunaux fédéraux avec les médias» n'a pas encore été adopté.

Marche des affaires

Au cours de l'exercice 2010, la charge de travail a augmenté par rapport à l'année précédente, en particulier en ce qui concerne la Cour des affaires pénales. Il est vrai que s'agissant de la I^{re} Cour des plaintes, un nombre plus élevé d'affaires nouvelles a été enregistré par rapport à l'année 2009, mais le nombre de cas dont a été saisie la II^e Cour des plaintes a diminué, ce qui a rééquilibré le nombre de dossiers traités par les deux cours. Par conséquent, contrairement à l'année précédente, le nombre de cas pendants à la fin de l'année a augmenté pour ce qui a trait à la I^{re} Cour des plaintes, alors que ceux-ci ont diminué à la II^e Cour des plaintes, par rapport à l'année précédente. Le temps nécessaire pour la résolution d'un cas a à nouveau augmenté à la II^e Cour des plaintes, par contre le nombre d'affaires pendantes depuis plus de six mois a nettement diminué à fin 2010.

Cour plénière

La Cour plénière s'est réunie sept fois, comme l'année précédente, toutefois l'élaboration des nouveaux règlements a entraîné une augmentation significative de la charge de travail des juges par rapport à l'année précédente. Ceux-ci ont également pris part à des discussions approfondies au sujet du résultat des journées de retraite de la Commission administrative et des présidents des cours. En vertu d'une décision de la Cour plénière, la structure future du Tribunal (nombre et tâches des cours) fera en outre l'objet de discussions approfondies en 2011.

Commission administrative (Direction du Tribunal)

La direction du Tribunal s'est réunie à 17 reprises (l'année passée 15) dans le cadre de l'administration judiciaire. De plus, au printemps 2010, la direction du Tribunal et les présidents des cours ont participé à trois retraites d'un jour à l'occasion desquelles ils ont discuté, avec l'appui d'un coach externe, de la situation actuelle et des perspectives futures dans les domaines de la direction, de l'organisation, de la communication, du comportement au travail, etc. Le but était, d'une part, d'apprécier les prestations positives

et, en ce qui concerne les lacunes, de savoir en prendre conscience en tenant également compte des chances et des risques liés aux nécessités de changement. L'objectif était, d'autre part, que parmi les personnes qui ont des tâches directionnelles, une certaine unité de doctrine soit atteinte en la matière. Les premières mesures ont déjà été prises.

En avril 2010, après plusieurs années, une rencontre a à nouveau eu lieu avec les journalistes accrédités auprès du Tribunal pénal fédéral; cette réunion avait pour but premier d'analyser les possibilités d'optimisation relatives à l'interface de communication entre le Tribunal et les journalistes accrédités. Dans le cadre de l'élaboration du «plan de mesures pour la reconnaissance de défis particuliers en matière de communication et de comportement à adopter dans des situations extraordinaires impliquant les médias» et pour tester le projet pour un «concept cadre pour la communication des tribunaux fédéraux avec les médias», la direction a fait appel en mai 2010 à un conseiller externe en communication.

Cour des affaires pénales (Tribunal pénal fédéral de première instance)

Au cours du 7^{ème} exercice, 35 causes ont été enregistrées (y compris disjonctions et retours du Tribunal fédéral; l'année précédente 26) et 23 arrêts ont été motivés et notifiés (dans certains cas, le jugement avait déjà été rendu l'année précédente), soit autant d'affaires liquidées (l'année précédente 40). Dans 8 autres cas (7 en allemand, 1 en français; l'année précédente 5), le jugement a été rendu en cours d'exercice mais n'a pas encore été motivé. En tout, 26 cas ont fait l'objet d'une décision en 2010 (l'année précédente 33). A la fin de 2010, 29 cas étaient pendants (l'année précédente 17). Parmi ces cas, 21 (l'année précédente 12), dirigés contre 39 personnes au total, ne sont pas encore jugés, soit 12 (l'année précédente 5) en allemand, 8 (l'année précédente 6) en français (dont 2 suspendus depuis le 28.10.2009, resp. le 10.02.2010) et 1 (l'année précédente 1) en italien. La durée moyenne entre le dépôt de l'acte d'accusation et le jugement a légèrement augmenté. En raison d'un artifice statistique, le laps de temps jusqu'à l'envoi de la motivation écrite du jugement a par contre sensiblement dimi-

nué. Dans le cadre d'une comparaison sur une durée plus longue, la tendance est en effet à l'augmentation de ce laps de temps. De surcroît, 7 procédures secondaires (l'année passée 29) ont été liquidées en cours d'exercice. Les importantes fluctuations statistiques concernant les affaires liquidées d'année en année s'expliquent par le fait que la date d'entrée des cas de la Cour des affaires pénales (début ou fin d'année), le volume et la complexité des dossiers, ainsi que le nombre des accusés et des chefs d'accusation varient beaucoup d'une année à l'autre. Pour faire une appréciation valable, il est donc indispensable de procéder à une analyse comparative sur plusieurs années. Ainsi, si le nombre d'affaires liquidées en cours d'exercice se situe nettement au dessous du pic de l'année 2009, ce nombre dépasse en revanche la valeur moyenne enregistrée sur la période de 5 ans entre 2006 et 2010. La hausse des cas pendants résulte, d'une part, du nombre record de dossiers entrés en cours d'exercice et, d'autre part, du fait que, pour les seuls mois de novembre et décembre 2010, 12 cas sont entrés et 8 ont été jugés mais doivent encore être motivés.

Comme auparavant, l'ordre de priorité pour la fixation des audiences et le temps à disposition pour émettre le jugement sont influencés par des circonstances extérieures, soit le fait, d'une part, que certains accusés accèdent à la première instance de jugement après une très longue instruction préparatoire, pour certains après un maintien en détention préventive de plusieurs années et, d'autre part qu'il n'est pas rare que la prescription soit imminente au jour de l'entrée de l'acte d'accusation. S'agissant des facteurs internes, un arrêt (Vekselberg) mérite avant tout une certaine attention: dans cet arrêt, le Tribunal s'est pour la première fois penché sur des questions de droit boursier, domaine relativement nouveau pour les juridictions pénales suisses.

I^{re} Cour des plaintes (Cour de la procédure pénale)

Avec un total de 278 nouvelles plaintes entrées durant la période faisant l'objet du présent rapport (y compris les demandes de révision et les dossiers renvoyés suite à un arrêt du Tribunal fédéral), la charge de travail dans le domaine de la procédure pénale a augmenté d'environ 20% en comparaison avec l'année précédente (225). Ladite augmentation a concerné avant tout les cas en langue française, alors qu'elle a été plus limitée pour ceux en langues allemande et italienne. Le nombre de dossiers liquidés, soit 250, correspond presque exactement à celui de l'année dernière (251). En raison de l'augmentation des nouvelles entrées, l'on n'a pu éviter une augmentation des cas pendants en fin d'année (58 en 2010 pour 30 l'année précédente). La proportion des dossiers liquidés dans les trois mois a légèrement diminué pour se situer aux alentours de 60%. En matière de surveillance téléphonique et d'investigation secrète, domaines qui ne sont plus de la compétence du Tribunal à compter du 1^{er} janvier 2011, le nombre de requêtes a sensiblement diminué en comparaison de l'année précédente (de 142 à 96). Les juges de la I^{re} Cour des plaintes ont à nouveau été engagés ponctuellement au profit d'autres cours. Un effort particulier a été fourni cette année pour adapter les outils de travail internes de la Cour (directives, formulaires, diverses listes) au nouveau CPP. Durant les derniers mois de l'année écoulée, les contacts nécessaires ont été pris avec la nouvelle autorité de surveillance sur le MPC afin de garantir une transmission adéquate des dossiers d'une autorité à l'autre.

II^e Cour des plaintes

(Cour de l'entraide pénale internationale)

Pour la première fois depuis sa création en 2007, la II^e Cour des plaintes a connu, durant la période faisant l'objet du présent rapport, une diminution du nombre de recours déposés, d'environ 20% (297 en 2010 pour 363 en 2009). Cette diminution a eu avant tout un impact pour la langue française, alors que le nombre des dossiers à traiter en italien a nettement augmenté. 349 dossiers ont été liquidés en cours d'exercice, ce qui représente à nouveau une augmentation par rapport à l'année précédente (10%). La diminution du nombre des nouveaux cas et la nouvelle augmentation du nombre de dossiers liquidés ont pour conséquence une diminution du nombre de cas pendants en fin d'année (148 fin 2009 pour 97 fin 2010). Le traitement en 2010 des 148 cas pendants fin 2009 a notamment conduit à l'augmentation de la durée moyenne des procédures, en comparaison de l'année précédente. En revanche, à la fin 2010, seules 17 procédures étaient pendantes depuis plus de 6 mois, contre 55 l'année précédente. La nouvelle hausse du nombre de dossiers liquidés résulte encore, d'une part, du fait que les juges et les greffiers de la II^e Cour des plaintes n'ont été sollicités que sporadiquement par la Cour des affaires pénales et, d'autre part, du fait que la II^e Cour des plaintes a régulièrement bénéficié du soutien de juges et de greffiers d'autres cours.

Coordination de la jurisprudence

Aucune question qui aurait nécessité une coordination de la jurisprudence entre les différentes cours n'est survenue au cours de l'exercice passé. Au niveau de la coordination à l'intérieur des cours, il peut être fait renvoi au rapport de gestion 2009. Le module de recherche disponible sur Internet favorise l'accessibilité à sa propre jurisprudence. A l'intérieur de la Cour des affaires pénales, une amélioration supplémentaire du système de recherche (regestes courts) a été mise à disposition.

Administration du Tribunal

Personnel

A la fin 2009, le Tribunal pénal fédéral comptait, outre les membres de la Cour plénière, 39 personnes, réparties au total en 34,7 postes. En cours d'exercice, 8 collaborateurs (le Secrétaire général suppléant, 4 greffiers, 2 secrétaires, 1 employé des services) ont quitté le Tribunal. Dans le même laps de temps, 9 nouveaux collaborateurs (le Secrétaire général suppléant, 4 greffiers, 3 secrétaires et 1 employé des services) ont débuté leurs activités. Les stagiaires sont engagés pour une période limitée à 6 mois, raison pour laquelle ils ne sont pas pris en compte dans les effectifs du personnel. Fin 2009, le Tribunal comptait, outre les membres de la Cour plénière, 41 personnes, réparties en 36,4 postes.

Finances

Pour l'exercice 2010, les comptes du Tribunal pénal fédéral font état de dépenses pour un montant de CHF 17 968 245.95 et de recettes pour un total de CHF 1 748 007.80. Il en résulte un excédent de dépenses à hauteur de CHF 16 220 238.15. Cela représente, par rapport à l'année 2009, une diminution de CHF 1 135 824.50 ou de -7%. Cette différence s'explique principalement par la réduction des coûts de la procédure pénale (-1 123 352), l'accroissement des coûts salariaux et des prestations sociales (+803 399), la réduction des coûts informatiques (-174 675) et l'augmentation des émoluments judiciaires (-660 949). Des informations détaillées sur les finances du Tribunal pénal fédéral ressortent du rapport rédigé par le DFF pour l'exercice 2010. Courant septembre 2010, deux réviseurs du Contrôle fédéral des finances ont effectué une vérification de la marche des affaires du Tribunal, en particulier dans le domaine des finances et du personnel. Dans leur rapport du 17 novembre 2010, les réviseurs constatent que les processus financiers contrôlés sont conformes à la loi et que la tenue de la comptabilité respecte les principes d'exactitude et d'intégralité. Le service des finances et du personnel a dû consacrer un important investissement pour les travaux préparatifs à la suppression de l'Office des juges d'instruction fédéraux (OJI), pour le suivi du passage du personnel au MPC

ainsi que pour la transmission du budget y relatif et, enfin, pour l'adaptation aux nouvelles règles sur l'exécution des prononcés du Tribunal pénal fédéral du point de vue financier. A partir du 1^{er} janvier 2011, cette exécution est du ressort du MPC (art. 75 LOAP).

Informatique

La banque de données sur Internet s'étend désormais aux principaux arrêts du Tribunal qui font l'objet d'une publication dans le recueil officiel. La communication automatique des décisions aux journalistes accrédités dès leur prononcé, nouveauté introduite en 2009, a fait ses preuves et est perçue positivement par les intéressés. La collaboration lors de la migration de l'informatique du Tribunal administratif fédéral a permis de créer des synergies dans différents domaines, par exemple, pour l'élaboration de l'accès Internet avec système de navigation commun. Les expériences faites par le Tribunal administratif fédéral à l'occasion du projet de migration se révéleront utiles pour le Tribunal pénal fédéral lorsqu'il transférera ses structures dans son nouveau bâtiment. Comme par le passé, le personnel informatique a été passablement occupé à l'assistance des utilisateurs et à l'instruction des nouveaux collaborateurs. Lors du dernier trimestre de l'année, s'y est ajoutée la nécessité d'adapter les formulaires et modèles dans le système *Juris* en vue de l'entrée en vigueur du nouveau CPP.

Bibliothèque

Les travaux d'adaptation liés à l'intégration au réseau *ReRo* survenue l'année précédente se sont achevés en mai 2010. Il en résulte de sensibles avantages tant au niveau de la collaboration avec les institutions reliées au réseau qu'au niveau de l'accès au catalogue de 6 millions de documents. En conséquence, les prêts inter-bibliothécaires ont fortement augmenté. En 2010, la première phase d'adaptation du projet de prêt interne et du catalogue s'est achevée. La procédure de prêt est maintenant automatisée grâce au nouveau système de «touch screen», ce qui allège les démarches de prêt et offre à l'utilisateur une information instantanée sur l'état des ouvrages en prêt. L'année passée, l'état des périodiques a été étendu et complété.

Activité, logistique et sécurité

La plupart des audiences tenues devant le Tribunal se sont déroulées sur plusieurs jours et ont requis l'engagement des deux collaborateurs du service. Certaines audiences ont pu poser des questions de sécurité rendant nécessaire une intense collaboration avec la police cantonale tessinoise. D'un point de vue technique, la tenue de vidéo-conférences avec des témoins à l'étranger a constitué un défi particulièrement difficile à relever, d'autant que les locaux provisoires du Tribunal ne disposent pas d'installation permanente pour ce faire. Enfin, les collaborateurs du service ont eu à faire face à une urgence, lorsqu'une inondation dans les sous-sols du Business Center a mis en péril les archives du Tribunal. Le pire a pu être évité et les documents entreposés sauvés, grâce à l'engagement nocturne rapide et déterminé de forces tant du Tribunal que de l'extérieur, en particulier des pompiers.

Projet de siège définitif

Les travaux de projection relatifs au siège définitif du Tribunal ont avancé à un rythme soutenu au cours du premier trimestre 2010. La nouvelle du 15 avril 2010, selon laquelle la construction du nouveau siège allait figurer sur la liste des objets mis en suspens dans le projet du DFF relatif au programme de consolidation, n'en a été que plus surprenante. L'Office fédéral des constructions a alors informé le Tribunal que les travaux de démolition de l'ancien bâtiment, dont le début était fixé dans les deux semaines à venir, devaient dans ces circonstances être ajournés. Il était dès lors clair que ces événements retarderaient d'autant la réalisation du projet, réalisation qui initialement devait déjà avoir lieu selon un calendrier fort serré. C'est pourquoi la Commission administrative du Tribunal est intervenue de concert avec le canton du Tessin et la ville de Bellinzone auprès des conseillers fédéraux compétents. Dans la foulée, la Commission de gestion du Conseil des Etats et du Conseil national s'est clairement prononcée en faveur du projet. Le Tribunal fédéral nous a également soutenus dans ce cadre. Il a ainsi été possible, dans un premier temps, de lever le blocage effectif de la construction et démarrer encore à temps,

soit avant les vacances estivales, les travaux de démolition. Au cours de l'été, le Conseil fédéral a finalement radié du programme de consolidation l'entier du projet de construction. A ce jour, le moment fort de la nouvelle construction s'est révélé être la cérémonie de la pose de la première pierre à laquelle ont pris part la Présidente du Conseil national ainsi que les autorités du canton du Tessin et de la ville de Bellinzone. Jusqu'ici, l'avancement des travaux correspond au calendrier fixé, et la planification de la suite des opérations se déroule selon le programme établi.

Tâches de surveillance (surveillance matérielle de la I^{re} Cour des plaintes sur le Ministère public de la Confédération et sur l'Office des juges d'instruction fédéraux)

Rapports d'activité du Ministère public de la Confédération et de l'Office des juges d'instruction fédéraux

Le MPC et l'OJI établissent chaque année un rapport sur leurs activités à l'intention de la I^{re} Cour des plaintes (cf. Directive 01/2007, ch. 2). Quelques-uns de leurs éléments essentiels sont repris ci-après.

Ministère public de la Confédération

Le MPC se réfère, à juste titre, aux grands changements d'organisation et de procédure entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2011 ainsi qu'aux travaux de préparation entrepris. Sont reprises des observations qui figurent déjà dans des rapports précédents, à savoir des observations sur l'activité de l'Etat-major de gestion des ressources (EM GR) dans le cadre de la collaboration entre le MPC et la Police judiciaire fédérale (PJF) et sur la problématique des ressources de la PJF, en particulier d'un point de vue qualitatif (manque d'enquêteurs dans le secteur des finances). En ce qui concerne les contacts avec l'étranger, la priorité stratégique pour l'année 2010 est donnée à l'Europe et en particulier aux pays limitrophes, aux Etats de l'UE ainsi qu'à l'Amérique du sud et en particulier au Brésil. Il sera intéressant de connaître les résultats de cette priorisation et quelles priorités seront fixées dans le futur. Il est à nouveau question de la mise en oeuvre du rapport Uster et des projets qui s'y rapportent. A ce sujet, l'efficacité du pointage des prestations est appréciée de façon critique. Une bonne partie du rapport se réfère à l'activité opérationnelle; la répartition entre les activités d'enquêtes préliminaires et celle de l'entraide judiciaire passive est restée quasiment identique (87/13 resp. 65/35). En ce qui concerne l'activité opérationnelle, il faut se référer aux chapitres «Rapport» et «Inspection». Des statistiques, il ressort que le nombre des actes d'accusation a augmenté de 12 en 2009 à 20 durant l'année de l'exercice: tous les collaborateurs du MPC sont remerciés pour cette efficacité

accrue. Sur la base du rapport, à la fin de l'année 2010, 60 procédures d'enquête préliminaire étaient pendantes – 3 de plus que l'année précédente – dont 49 procédures nationales et 11 d'entraide internationale. La problématique de ce type de procédure, qui n'est plus prévu par le CPP, a déjà été traitée par la I^{re} Cour des plaintes. L'aspect positif qu'il faut relever est, qu'après une année intense de travaux administratifs, le MPC peut à nouveau, pour l'année à venir, se concentrer sur l'activité opérationnelle, soit sur l'activité des enquêtes préliminaires, de l'instruction et de l'accusation, en continuant de renforcer la collaboration et les échanges d'information avec les cantons.

Office des juges d'instruction fédéraux

Le rapport de l'OJI se concentre sur la dissolution et le transfert de cet Office au MPC, survenus durant l'année de l'exercice. Il est compréhensible qu'une tâche aussi difficile n'ait pu être accomplie sans problèmes. D'un point de vue factuel, il n'est pas satisfaisant qu'au 31 décembre 2010, 31 instructions préparatoires fussent encore pendantes; l'objectif était que seules devaient se trouver au stade de l'instruction préparatoire les dossiers dont cette étape de la procédure pouvait être clôturée jusqu'à la fin de l'année 2010. Malgré cela, il est donc important de remercier tous les collaborateurs de l'OJI pour l'engagement et l'endurance démontrés alors que les conditions étaient difficiles.

Directives

Durant l'année 2010, aucune directive additionnelle n'a été édictée à l'endroit du MPC ou de l'OJI. Conformément à la directive en vigueur 07/2007, le MPC et l'OJI étaient tenus de soumettre pour approbation à la I^{re} Cour des plaintes les modèles d'ordonnances invitant à fournir ou produire des renseignements; les modèles en question ont été approuvés par la I^{re} Cour des plaintes durant l'année de l'exercice.

Rapport

Depuis sept ans, soit depuis le moment où la 1^{re} Cour des plaintes a assumé la tâche de surveillance, l'établissement de rapports par le MPC sur les diverses procédures (cf. Directive 01/2007, ch. 1) s'est fortement intensifié et a permis ainsi de donner un bon aperçu de l'état concret des procédures. Mais, dans cette énorme masse d'informations fournies, les renseignements requis à l'origine par l'autorité de surveillance (1. des actes de procédure menés durant l'exercice de l'année précédente, 2. des actes de procédure prévus pour l'exercice à venir 3. des pronostics temporels et matériels quant aux procédures, 4. prescription) se perdent ou sont réunis de manière incomplète. En ce qui concerne la surveillance des procureurs extraordinaires durant l'exercice, deux cas ont à nouveau été signalés, cas dans lesquels des dispositions de lois concernant le règlement sur les frais (ordonnance du 22 octobre 2003 sur les frais de la procédure pénale fédérale; RO 2003 4055) n'ont pas été respectées. Les deux cas en question n'ont pas pu être corrigés jusqu'à la fin de l'exercice.

Inspection

Comme les années précédentes, la 1^{re} Cour des plaintes a procédé à l'inspection des procureurs, respectivement des différents teams du MPC et de l'OJI. A titre de préparation, un programme avec divers thèmes a été établi. L'essentiel des entretiens a fait l'objet d'un procès-verbal tandis que les résultats généraux ont été résumés dans un rapport contenant des constatations générales et des recommandations; celles-ci ont été discutées avec les directions des deux autorités (cf. directives 01/2007, ch. 3). En tant qu'autorité de surveillance matérielle, la 1^{re} Cour des plaintes est consciente que les entretiens donnent une impression complémentaire à celle que lui procurait déjà, en premier chef, son rôle d'instance de recours quant aux activités d'enquête et d'instruction du MPC et de l'OJI (ceci jusqu'au 31 décembre 2010). En ce qui concerne la conduite des procédures, la bonne impression générale se confirme. Il est cependant recommandé au MPC de développer des pratiques et des règles en ce qui concerne la célérité des procédures, qui

tiendront compte en particulier de l'impératif de l'égalité devant la loi. Il s'agit d'éviter que des procédures traitant de faits analogues connaissent des durées de traitement notablement différentes, par exemple pour la seule raison que dans l'une, l'entraide internationale s'avère difficile. Dans de tels cas, un cadre temporel doit être défini afin justement de tenir compte de l'égalité devant la loi; à cet égard, les délais de prescription donnent déjà une certaine orientation. Il s'agit également de tenir compte des délais nécessaires pour que les affaires soient jugées. Comme précédemment, un certain problème a pu être constaté relativement à des cas où la prescription était intervenue ou était sur le point de se produire. 7 cas de ce genre ont été relevés lors de l'inspection, la plupart causés par les délais de prescription différents que connaissent le blanchiment d'argent simple et le blanchiment qualifié. Il est recommandé d'apprécier la durée de la procédure à la lueur de la prescription la plus courte, afin d'éviter que celle-ci n'intervienne de manière peu satisfaisante. Il ne reste ainsi à l'autorité de surveillance qu'à remercier tous les membres du MPC et de l'OJI en particulier pour leur travail et également pour la compréhension et la coopération dont ils ont fait montre dans les questions de surveillance. Elle est convaincue que le MPC maîtrisera avec compétence le défi que représente le changement imminent de procédure.

Haute surveillance sur la police judiciaire fédérale (art. 17 al. 1 PPF)

Le rapport du MPC ne s'exprime pas quant à la direction qu'il exerce sur la PJF au sens de l'art. 17 al. 1 PPF mais contient, au paragraphe «coopération avec la Police judiciaire fédérale», des indications générales quant à certaines fonctions de direction et de contrôle exercées en 2010 sur la PJF. Le rapport du MPC ne contient pas de données chiffrées quant à la PJF, qui permettraient de faire, par année, des comparaisons qualitatives et quantitatives de leur travail.

Conclusions

De nouveaux progrès peuvent être constatés, qui confirment que les autorités de poursuite pénale de la Confédération sont de mieux en mieux à même de mener, avec compétence et efficacité, les procédures qui ressortissent à la juridiction fédérale. Des retards, voire l'intervention de la prescription, peuvent encore être relevés dans certaines procédures, dus en particulier aux différents délais de prescription prévus pour le blanchiment d'argent simple et qualifié. Les tâches d'enquête et d'instruction ont pour but ultime de prouver ce qui n'est d'abord que soupçon. L'autorité de surveillance matérielle est consciente que cet aspect central ne peut être examiné de manière concluante dans le cadre de la surveillance. Cela dit, il faut relever que le contrôle primaire et concret des actes d'enquête et d'instruction a lieu dans le cadre des procédures de recours; la surveillance matérielle n'en est qu'un complément. L'objectif vers lequel les autorités de poursuite pénale doivent tendre en permanence est de limiter la durée de la phase d'accusation compte tenu de la nature et de l'importance de la procédure. Les procédures d'enquête et d'instruction qui durent des années augmentent la pression du public, accroissent la difficulté de la recherche de la vérité et peuvent, selon les circonstances, avoir d'importants effets sur les accusés. La direction de la procédure doit donc respecter en tout temps la maxime de célérité. Pour terminer, en sa qualité d'autorité de surveillance matérielle, la I^{re} Cour des plaintes remercie une dernière fois les membres du MPC et de l'OJI pour leur engagement au cours de l'année écoulée et les encourage une nouvelle fois à développer la conduite de la procédure de manière cohérente et conforme aux objectifs fixés. A la fin de la période en cours, la I^{re} Cour des plaintes cessera son activité d'autorité de surveillance matérielle.

*Au nom de la I^{re} Cour des plaintes
en tant qu'autorité de surveillance matérielle*

Le Président: Tito Ponti

Le Greffier: Stefan Graf

Collaboration

La collaboration avec le Tribunal fédéral en tant qu'autorité de surveillance est bonne. Les contacts, en particulier les séances de surveillance, ont également été mis à profit par la Commission administrative du Tribunal pénal fédéral pour aborder des questions qui la préoccupaient. Les entretiens réguliers et la coordination au niveau des secrétariats généraux et des services afin de clarifier des questions techniques ont bien fonctionné. La rencontre annuelle entre les Commissions administratives des tribunaux de première instance de la Confédération continue d'avoir lieu. La Commission administrative a profité des recommandations que la Commission de gestion (CdG) a énoncées dans son rapport du 22 janvier 2010 (circonstances de la démission d'un juge d'instruction fédéral) pour revoir et adapter de façon approfondie son concept interne relatif aux médias ainsi que pour intégrer les conseils de la CdG dans son concept cadre.

Autorités externes

Jusqu'à sa dissolution au 31 décembre 2010, l'OJI est resté soumis à la surveillance administrative du Tribunal pénal fédéral. L'Office est resté opérationnel jusqu'à la fin de l'année. Les déménagements ont eu lieu, dans le cadre de la nouvelle organisation des locaux du MPC, en novembre 2010 et la transition au sein du MPC a pu être terminée avec succès pour fin 2010. Dans ce contexte, il fallait en particulier s'assurer que les données concernant les dossiers, enregistrées dans le système de gestion des affaires de l'OJI puissent être transférées dans celui du MPC. Sur les 30 collaborateurs que comptait initialement l'OJI, 16 sont passés au MPC. Certains d'entre eux, qui ne disposaient d'aucune convention de transfert, ont été engagés au MPC sur la base de contrats de travail conclus durant l'année. Inversement, quelques employés qui bénéficiaient d'une convention de transfert ont renoncé à aller travailler au MPC. Après que, début mars 2010, la direction de l'OJI a été informée qu'une peine privative de liberté ferme avait été prononcée en France contre une juge d'instruction nouvellement engagée, le rapport de travail a été résilié le 10 mars 2010 avec effet immédiat.

Composition de l'Office des juges d'instruction fédéraux

Fin 2010, l'OJI comptait les juges d'instruction suivants:

Jürg Zinglé, premier juge d'instruction, Berne
Maria Antonella Bino, suppléante du premier juge d'instruction, Lausanne

Hans Baumgartner, Berne
Elena Catenazzi, Berne
Jacques Ducry, Lugano
Prisca Fischer, Berne
Manuela Graber, Berne
Andreas Müller, Berne
Gérard Sautebin, Lausanne

Charge de travail

Le nombre de dossiers transmis par le MPC au cours de l'année (17) est resté stable par rapport à l'année précédente. Le constat est le même en ce qui concerne les procédures clôturées (22). Fin janvier, demeuraient pendantes 31 procédures qui seront désormais reprises par le MPC selon les règles du nouveau CPP.

Suggestions au législateur

Le Tribunal entrevoit un problème s'agissant de la compétence impérative du juge unique au regard de la hauteur de la peine. Par requête de la Commission administrative du 11 novembre 2010, il a ainsi proposé à l'Administration fédérale des finances d'examiner si, dans le cadre de la révision de la loi sur la bourse, une composition de Cour à trois juges pourrait être prévue pour les procédures en la matière, ce par ordre ou décision du Président de Cour. Cela ne serait cependant qu'une solution partielle; il paraît plus juste au Tribunal pénal fédéral d'aménager, de manière générale, la possibilité, sous certaines conditions, de nommer une Cour composée de trois juges en lieu et place d'un seul.

Le Tribunal pénal fédéral s'est déjà référé, dans le rapport de gestion 2008, aux problèmes qu'il entrevoit du fait de consigner séance tenante les dépositions au procès-verbal (art. 78 CPP). Cette préoccupation a été prise en considération par le biais de l'initiative parlementaire 10.444 (Code de procédure pénale, Dispositions relatives à la rédaction des procès-verbaux) introduite le 20 mai 2010 par la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats. Il s'agit là de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de la procédure au cours des débats sans perdre en qualité et, partant, à l'économie de frais procéduraux et d'indemnisation.

Nature et nombre des affaires

Affaires de la Cour des affaires pénales

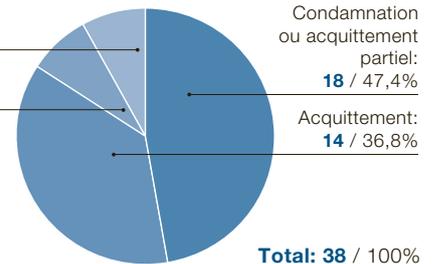
| | Introduites en 2009 | Liquidées en 2009 | Reportées de 2009 | Introduites en 2010 | Liquidées en 2010 | Reportées à 2011 |
|----------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Poursuites pénales | 13 | 25 | 12 | 22 | 14 | 20 |
| Disjonctions | 3 | 2 | 3 | 2 | 2 | 3 |
| Demandes de révision etc. | - | - | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | 1 | 1 | - | 4 | 2 | 2 |
| Décisions sur renvoi du TF | 9 | 12 | 2 | 7 | 5 | 4 |
| Total | 26 | 40 | 17 | 35 | 23 | 29 |

Issue du procès (selon accusé)

| Acquittement | Condamnation | Condamnation acquittement partiel, acquittement | Prise en charge des frais | Autres |
|--------------|--------------|---|---------------------------|----------|
| 14 | 2 | 17 | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | 1 | 1 | - | 3 |
| 14 | 3 | 18 | - | 3 |

Autres:
3 / 7,9%

Condamnation:
3 / 7,9%



Affaires des Cours des plaintes

| | Introduites en 2009 | Liquidées en 2009 | Reportées de 2009 | Introduites en 2010 | Liquidées en 2010 | Reportées à 2011 |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Procédure pénale | | | | | | |
| Plaintes et autres demandes | 220 | 226 | 28 | 262 | 237 | 53 |
| Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | 142 | 142 | - | 96 | 96 | - |
| Demandes de révision etc. | 1 | 1 | - | 3 | 3 | - |
| Décisions sur renvoi du TF | 4 | 24 | 2 | 13 | 10 | 5 |
| Total | 367 | 393 | 30 | 374 | 346 | 58 |
| Entraide judiciaire internationale | | | | | | |
| Plaintes | 357 | 308 | 148 | 290 | 341 | 97 |
| Demandes de révision etc. | 3 | 3 | - | 4 | 4 | - |
| Décisions sur renvoi du TF | 3 | 7 | - | 3 | 3 | - |
| Total | 363 | 318 | 148 | 297 | 348 | 97 |
| Droit public | | | | | | |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | 1 | - | 1 | - | 1 | - |
| Total | 731 | 711 | 179 | 671 | 695 | 155 |

Issue du procès

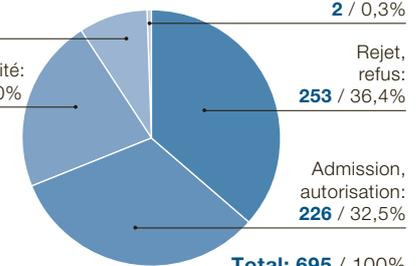
| Radiation | Irrecevabilité | Rejet Refus | Admission Autorisation | Renvoi | Constatation | Transmission |
|-----------|----------------|-------------|------------------------|----------|--------------|--------------|
| 43 | 57 | 67 | 70 | - | - | - |
| - | - | 6 | 90 | - | - | - |
| - | - | 3 | - | - | - | - |
| - | - | - | 10 | - | - | - |
| 43 | 57 | 76 | 170 | - | - | - |
| 17 | 91 | 177 | 56 | - | - | - |
| - | 4 | - | - | - | - | - |
| - | 1 | - | - | - | 2 | - |
| 17 | 96 | 177 | 56 | - | 2 | - |
| 1 | - | - | - | - | - | - |
| 61 | 153 | 253 | 226 | - | 2 | - |

Radiation:
61 / 8,8%

Irrecevabilité:
153 / 22,0%

Constatation:
2 / 0,3%

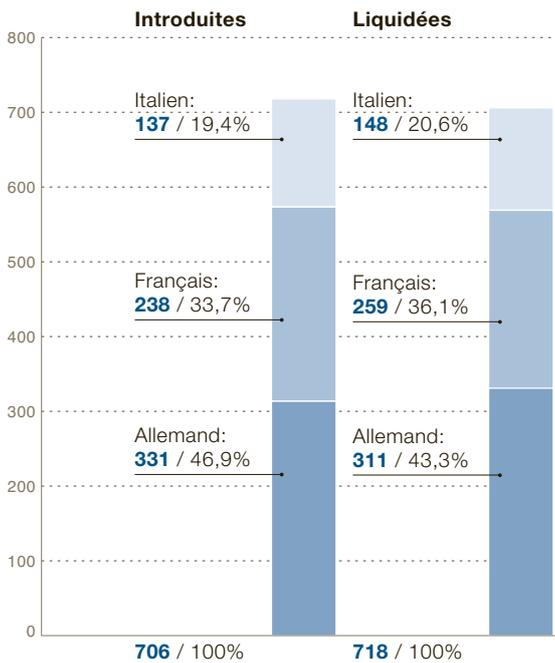
Rejet, refus:
253 / 36,4%



Total général

757 751 196 706 718 184

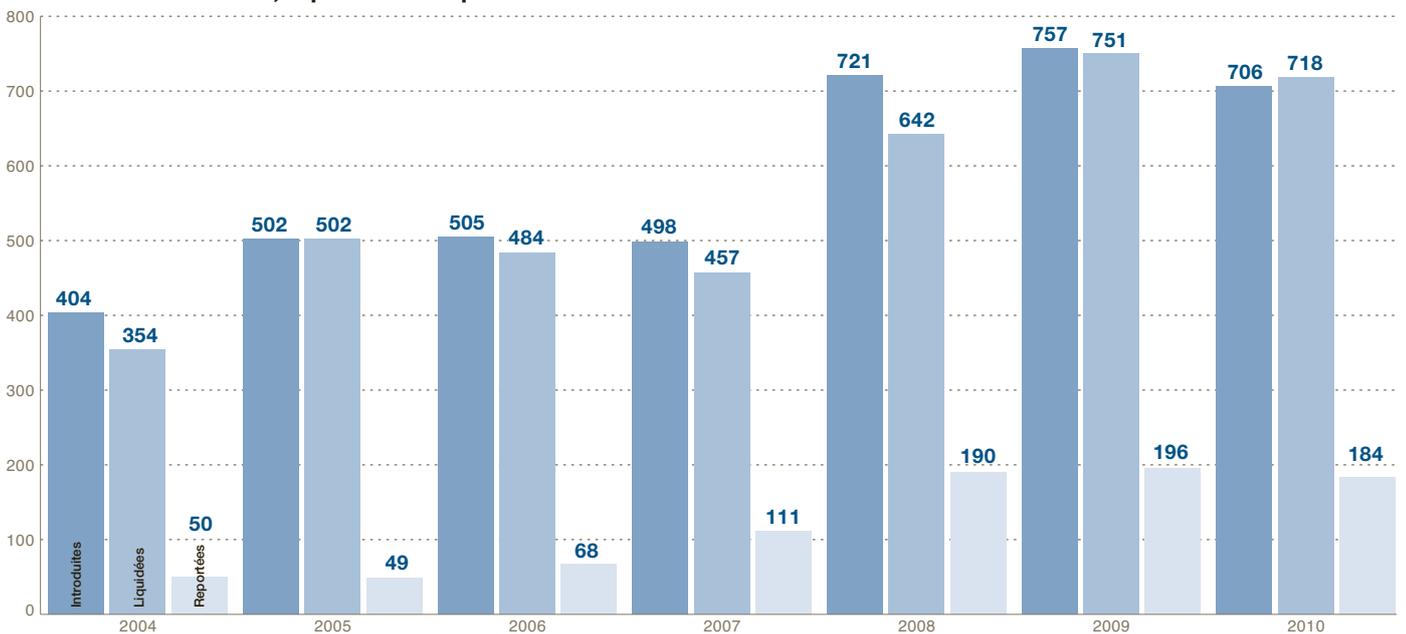
Affaires par langue en 2010



Affaires introduites par langue



Affaires introduites, liquidées et reportées

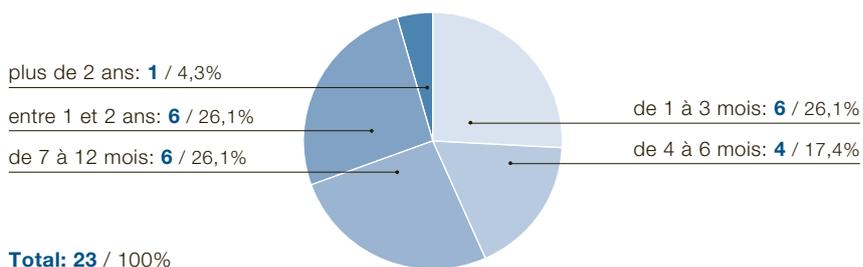


Durée des affaires

Affaires de la Cour des affaires pénales

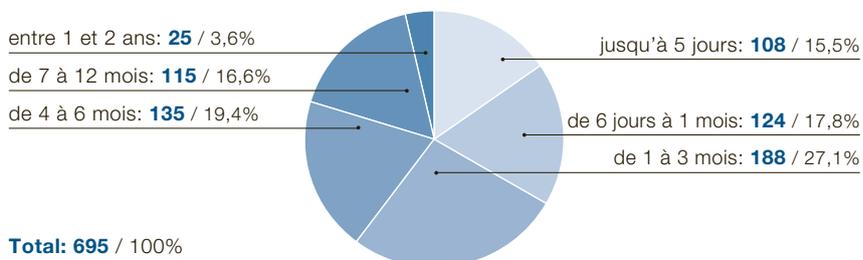
| | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2010 |
|----------------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|----------------|----------------------------|
| Poursuites pénales | - | - | 1 | 3 | 3 | 6 | 1 ¹ | 14 |
| Disjonctions | - | - | - | - | 2 | - | - | 2 |
| Demandes de révision etc. | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | - | - | 2 | - | - | - | - | 2 |
| Décisions sur renvoi du TF | - | - | 3 | 1 | 1 | - | - | 5 |
| Total | - | - | 6 | 4 | 6 | 6 | 1 | 23 |

¹ une affaire suspendue (21 mois), en tenant compte de la suspension: durée maximale 838 jours



Affaires des Cours des plaintes

| | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2010 |
|--|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| Procédure pénale | | | | | | | | |
| Plaintes et autres demandes | 6 | 66 | 82 | 71 | 12 | - | - | 237 |
| Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | 92 | 4 | - | - | - | - | - | 96 |
| Demandes de révision etc. | - | 3 | - | - | - | - | - | 3 |
| Décisions sur renvoi du TF | - | - | - | 4 | 6 | - | - | 10 |
| Total | 98 | 73 | 82 | 75 | 18 | - | - | 346 |
| Entraide judiciaire internationale | | | | | | | | |
| Plaintes | 10 | 47 | 104 | 59 | 96 | 25 | - | 341 |
| Demandes de révision etc. | - | 4 | - | - | - | - | - | 4 |
| Décisions sur renvoi du TF | - | - | 2 | 1 | - | - | - | 3 |
| Total | 10 | 51 | 106 | 60 | 96 | 25 | - | 348 |
| Droit public | | | | | | | | |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Total | 108 | 124 | 188 | 135 | 115 | 25 | - | 695 |



Total général

108 124 194 139 121 31 1 718

Durée moyenne et maximale des affaires

| | | Liquidées | | | | Affaires reportées | | |
|---|--|------------------------|--------------------|-------------------------|------------------|------------------------|-------------------------|------------------|
| | | Durée moyenne en jours | | Durée maximale en jours | | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours | |
| | | pour la décision | pour la confection | pour le procès | pour la décision | pour la confection | | |
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | | | |
| | Poursuites pénales | 236 | 104 | 340 | 319 ¹ | 232 | 125 ² | 420 ² |
| | Disjonctions | 334 | – | 334 | 334 | – | 139 ³ | 274 ³ |
| | Demandes de révision etc. | – | – | – | – | – | – | – |
| | Décisions ultérieures | 38 | 5 | 43 | 41 | 9 | 75 | 84 |
| | Décisions sur renvoi du TF | 101 | 15 | 116 | 237 | 45 | 84 | 206 |
| Affaires des Cours des plaintes | | | | | | | | |
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | | | 70 | 236 | | 70 | 164 |
| | Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | | | 3 | 11 | | – | – |
| | Demandes de révision etc. | | | 19 | 20 | | – | – |
| | Décisions sur renvoi du TF | | | 206 | 363 | | 86 | 87 |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | | | 151 | 484 | | 98 | 297 |
| | Demandes de révision etc. | | | 20 | 29 | | – | – |
| Droit public | Décisions sur renvoi du TF | | | 58 | 101 | | – | – |
| | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | | | 248 | 248 | | – | – |

¹ une affaire suspendue (21 mois), en tenant compte de la suspension: durée maximale 838 jours

² une affaire suspendue (11 mois), en tenant compte de la suspension: durée maximale 504 jours, durée moyenne: 144 jours

³ une affaire suspendue (14 mois), en tenant compte de la suspension: durée maximale 834 jours, durée moyenne: 371 jours

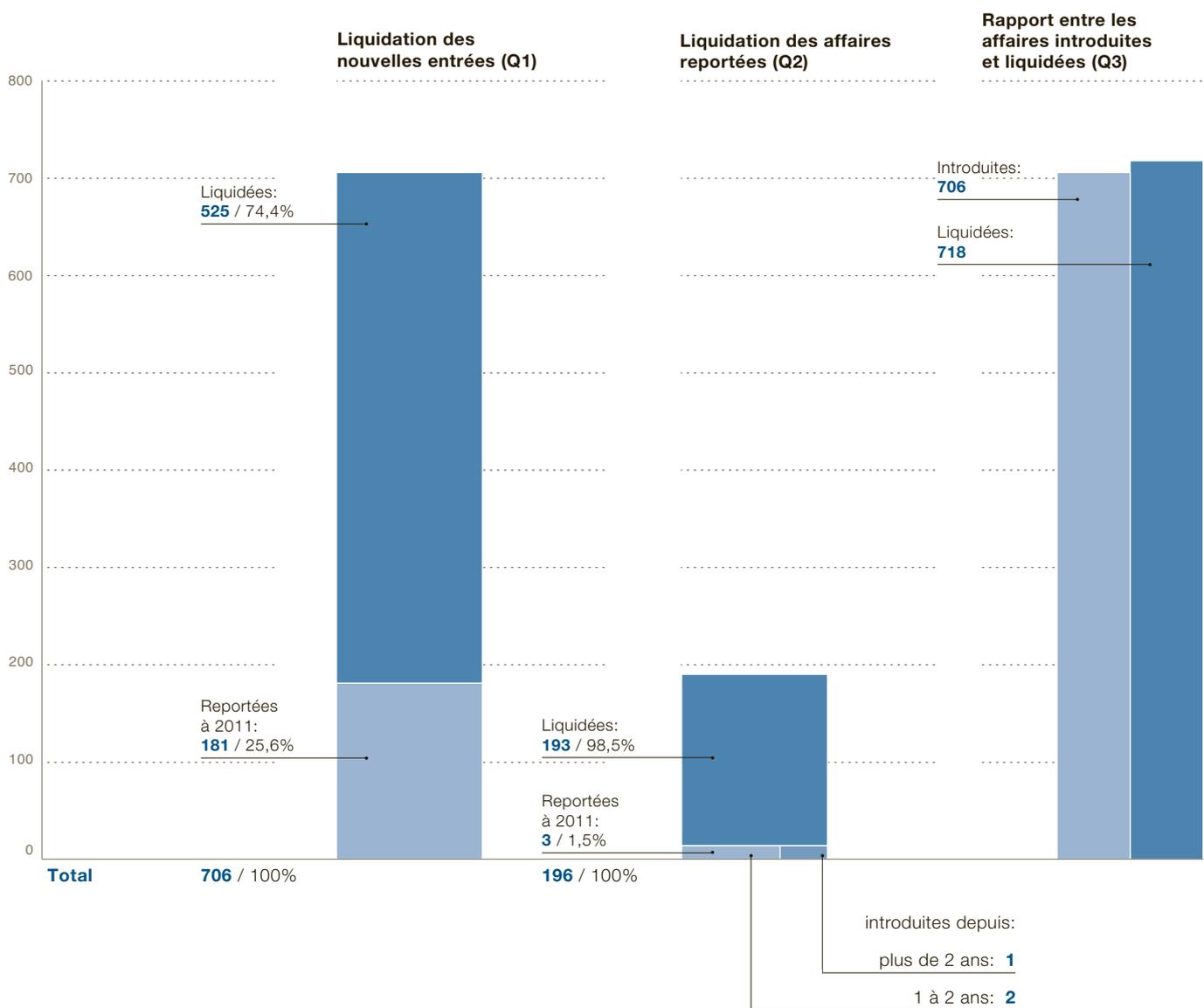
Quotients de liquidation

Liquidation des nouvelles entrées (Q1)

Liquidation des affaires reportées (Q2)

Rapport entre les affaires introduites et liquidées (Q3)

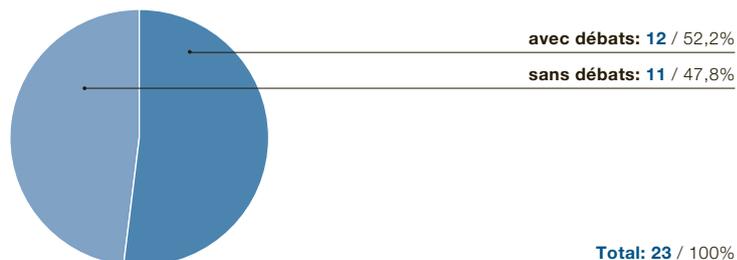
| | Introduites en 2010 | dont liquidées en 2010 | dont reportées à 2011 | Reportées de 2009 | dont liquidées en 2010 | dont reportées à 2011 | Introduites en 2010 | Liquidées en 2010 |
|--|---------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| Cour des affaires pénales | 35 | 9 (25,7%) | 26 (74,3%) | 17 | 14 (82,4%) | 3 (17,6%) | 35 | 23 (65,7%) |
| I ^{re} Cour des plaintes (Cour de la procédure pénale) | 374 | 316 (84,5%) | 58 (15,5%) | 30 | 30 (100%) | - | 374 | 346 (92,5%) |
| II ^e Cour des plaintes (Cour de l'entraide) | 297 | 200 (67,3%) | 97 (32,7%) | 149 | 149 (100%) | - | 297 | 349 (117,5%) |
| Total | 706 | 525 (74,4%) | 181 (25,6%) | 196 | 193 (98,5%) | 3 (1,5%) | 706 | 718 (101,7%) |



Modes de liquidation (collège de juges / décision)

| | avec débats | | | sans débats | | |
|---|-------------|----------|----------|-------------|----------|----------|
| | 1 juge | 3 juges | 5 juges | 1 juge | 3 juges | 5 juges |
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | |
| Poursuites pénales | 3 | 9 | - | 2 | - | - |
| Disjonctions | - | - | - | - | 2 | - |
| Demandes de révision etc. | - | - | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | - | - | - | - | 2 | - |
| Décisions sur renvoi du TF | - | - | - | 2 | 3 | - |
| Total | 3 | 9 | - | 4 | 7 | - |

Modes de liquidation

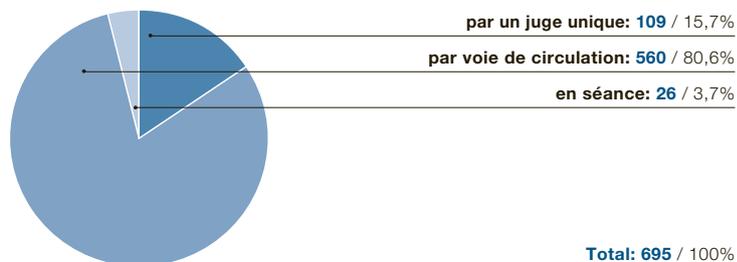


Affaires des Cours des plaintes

| | | |
|---|--|----|
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | |
| | Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | 96 |
| | Demandes de révision etc. | 3 |
| | Décisions sur renvoi du TF | 10 |
| Total | 109 | |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | - |
| | Demandes de révision etc. | - |
| | Décisions sur renvoi du TF | - |
| Total | - | |
| Droit public | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | - |
| Total | 109 | |

| | par un juge unique | 3 juges / par voie de circulation | 3 juges / en séance |
|--------------|--------------------|-----------------------------------|---------------------|
| | - | 231 | 6 |
| | 96 | - | - |
| | 3 | - | - |
| | 10 | - | - |
| Total | 109 | 231 | 6 |
| | - | 321 | 20 |
| | - | 4 | - |
| | - | 3 | - |
| Total | - | 328 | 20 |
| | - | 1 | - |
| Total | 109 | 560 | 26 |

Modes de liquidation



Répartitions des affaires entre les cours (comparaison sur 5 ans)

| | Introduites | | | | | Liquidées | | | | |
|---|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Cour des affaires pénales | | | | | | | | | | |
| Poursuites pénales | 19 | 23 | 18 | 13 | 22 | 7 | 17 | 13 | 25 | 14 |
| Disjonctions | – | 1 | 3 | 3 | 2 | – | – | 2 | 2 | 2 |
| Demandes de révision etc. | – | 1 | – | – | – | – | 1 | – | – | – |
| Décisions ultérieures | 2 | 1 | – | 1 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| Décisions sur renvoi du TF | 4 | 8 | 5 | 9 | 7 | 3 | 5 | 4 | 12 | 5 |
| Total | 25 | 34 | 26 | 26 | 35 | 11 | 24 | 20 | 40 | 23 |
| I^{re} Cour des plaintes (Cour de la procédure pénale) | | | | | | | | | | |
| Plaintes et autres demandes | 306 | 164 | 199 | 220 | 262 | 302 | 186 | 198 | 226 | 237 |
| Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | 172 | 84 | 150 | 142 | 96 | 169 | 84 | 150 | 142 | 96 |
| Demandes de révision etc. | 2 | – | 4 | 1 | 3 | 2 | – | 4 | 1 | 3 |
| Décisions sur renvoi du TF | – | 5 | 25 | 4 | 13 | – | 4 | 4 | 24 | 10 |
| Total | 480 | 253 | 378 | 367 | 374 | 473 | 274 | 356 | 393 | 346 |
| II^e Cour des plaintes (Cour de l'entraide) | | | | | | | | | | |
| Plaintes | | 211 | 308 | 357 | 290 | | 159 | 261 | 308 | 341 |
| Demandes de révision etc. | | – | 5 | 3 | 4 | | – | 5 | 3 | 4 |
| Décisions sur renvoi du TF | | – | 4 | 3 | 3 | | – | – | 7 | 3 |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | | – | – | 1 | – | | – | – | – | 1 |
| Total | | 211 | 317 | 364 | 297 | | 159 | 266 | 318 | 349 |
| Total général | 505 | 498 | 721 | 757 | 706 | 484 | 457 | 642 | 751 | 718 |

Affaires liquidées selon les matières

Affaires de la Cour des affaires pénales

Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 336 CP

Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 337 CP

Organisation criminelle (art. 260ter CP)

Financement du terrorisme (art. 260quinquies CP)

Blanchiment d'argent (art. 305bis CP)

Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305ter CP)

Corruption (art. 322ter–octies CP)

Criminalité économique

Total

Affaires pénales administratives

Total affaires de la Cour des affaires pénales

Affaires des Cours des plaintes

Surveillance/récusation

Plaintes

Fixation de for

Affaires de détention

Prolongation de détention

Plaintes en relation avec la détention

Total

Demande d'indemnisation

Levée de scellés

Droit pénal administratif

Entraide judiciaire internationale

Extradition

Détention en vue d'extradition

Transfèrement

Autres actes d'entraide

Délégation de la poursuite

Exécution des décisions

Autre (EIMP)

Total

Rapports de service de droit public (rec. TAF)

Total affaires des Cours des plaintes

Contrôles téléphoniques

Investigations secrètes

Total général

| | Poursuites pénales | Disjonctions | Décisions ultérieures | Plaintes et autres demandes | Contrôles téléphoniques et investigations secrètes | Demandes de révision etc. | Décisions sur renvoi du TF | Total |
|--|--------------------|--------------|-----------------------|-----------------------------|--|---------------------------|----------------------------|------------|
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 336 CP | 6 | | | | | – | 3 | 9 |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 337 CP | | | | | | | | |
| Organisation criminelle (art. 260ter CP) | 1 | | | | | – | 1 | 2 |
| Financement du terrorisme (art. 260quinquies CP) | – | | | | | – | – | – |
| Blanchiment d'argent (art. 305bis CP) | 4 | | | | | – | – | 4 |
| Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305ter CP) | – | | | | | – | – | – |
| Corruption (art. 322ter–octies CP) | – | | | | | – | – | – |
| Criminalité économique | – | | | | | – | 1 | 1 |
| Total | 5 | | | | | – | 2 | 7 |
| Affaires pénales administratives | 3 | | | | | – | – | 3 |
| | | 2 | 2 | | | | | 4 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 14 | 2 | 2 | | | – | 5 | 23 |
| Surveillance/récusation | | | | 6 | | – | – | 6 |
| Plaintes | | | | 92 | | 3 | – | 95 |
| Fixation de for | | | | 25 | | – | – | 25 |
| Affaires de détention | | | | | | | | |
| Prolongation de détention | | | | 3 | | – | – | 3 |
| Plaintes en relation avec la détention | | | | 13 | | – | – | 13 |
| Total | | | | 16 | | – | – | 16 |
| Demande d'indemnisation | | | | 8 | | – | – | 8 |
| Levée de scellés | | | | 14 | | – | 10 | 24 |
| Droit pénal administratif | | | | 76 | | – | – | 76 |
| Entraide judiciaire internationale | | | | | | | | |
| Extradition | | | | 35 | | 1 | – | 36 |
| Détention en vue d'extradition | | | | 15 | | – | – | 15 |
| Transfèrement | | | | – | | – | – | – |
| Autres actes d'entraide | | | | 276 | | 3 | 3 | 282 |
| Délégation de la poursuite | | | | – | | – | – | – |
| Exécution des décisions | | | | 1 | | – | – | 1 |
| Autre (EIMP) | | | | 10 | | – | – | 10 |
| Total | | | | 341 | | 4 | 3 | 348 |
| Rapports de service de droit public (rec. TAF) | | | | 1 | | – | – | 1 |
| Total affaires des Cours des plaintes | | | | 579 | | 7 | 13 | 599 |
| Contrôles téléphoniques | | | | | 88 | | | 88 |
| Investigations secrètes | | | | | 8 | | | 8 |
| Total général | 14 | 2 | 2 | 579 | 96 | 7 | 18 | 718 |

Nature et nombre des affaires OJI

| | Liquidées en 2009 | Reportées à 2010 | Introduites sur requête MPC en 2010 | Introduites en raison de disjonction en 2010 | Reprises ¹ en 2010 | Provisoirement suspendues ¹ en 2010 | Liquidées en 2010 | Reportées à 2011 |
|---|-------------------|------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------|--|-------------------|------------------|
| Instructions préparatoires | | | | | | | | |
| pendantes | 20 | 28 | 15 | 2 | - | 1 | 22 | 23 |
| provisoirement suspendues ¹ | 1 | 9 | - | - | - | - | 1 | 8 |
| Total | 21 | 37 | 15 | 2 | - | 1 | 23 | 31 |
| Introductions rejetées pas encore introduites | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | - | - | - | - | - | - | - | - |

Détention

| | | | | | | | | |
|---|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|
| Requêtes en confirmation de l'arrestation | 16 | - | - | - | - | - | 35 | - |
| Demandes de mise en liberté | 7 | - | - | - | - | - | 10 | - |
| Mesures de substitution | 3 | - | - | - | - | - | 2 | 1 |
| Total | 26 | - | - | - | - | - | 47 | 1 |

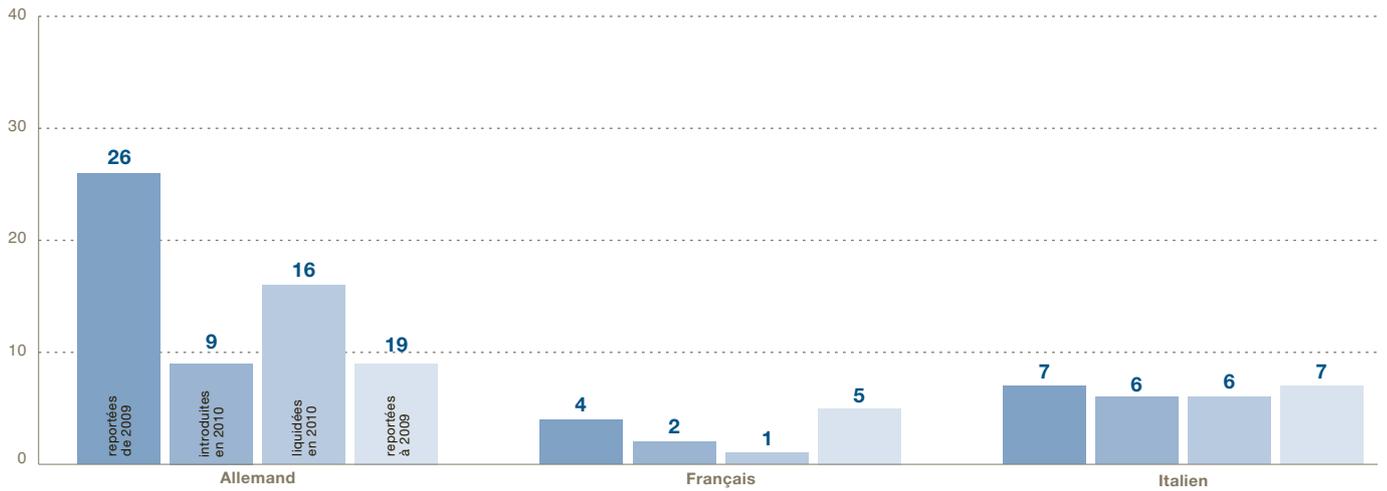
Langue des décisions des affaires introduites durant l'exercice en cours:
allemand: 53%; français: 12%; italien: 35%
Année précédente: allemand: 79%; français: 14%; italien: 7%

¹ selon art. 112 PPF

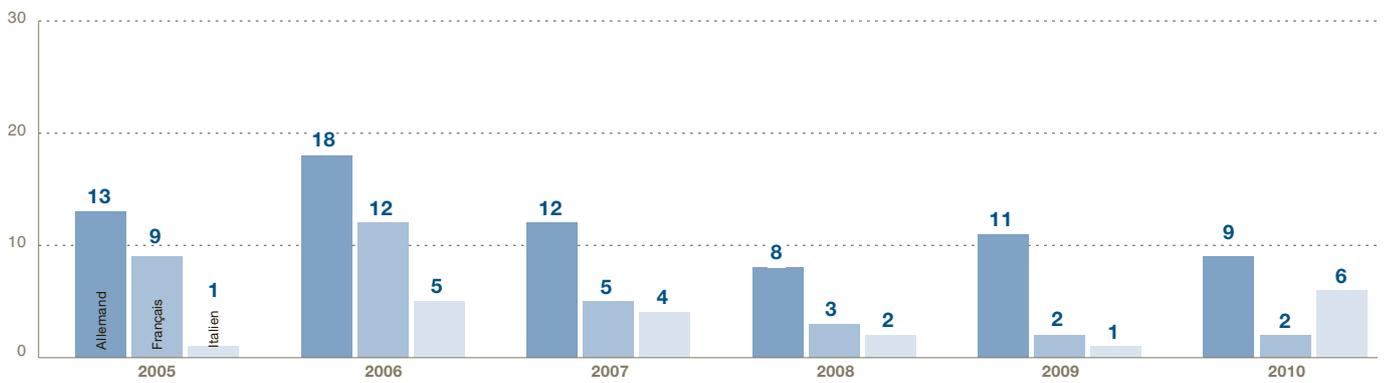
Volume des affaires OJI 2010 par rapport aux données de 2009

| Instructions préparatoires | Reportées de | | | Introduites en | | | Max. pendantes en | | | Liquidées en | | | Reportées à | | |
|----------------------------|--------------|-----------|-------------|----------------|-----------|------------|-------------------|-----------|-------------|--------------|-----------|------------|-------------|-----------|-------------|
| | 2009 | 2008 | % | 2010 | 2009 | % | 2010 | 2009 | % | 2010 | 2009 | % | 2011 | 2010 | % |
| pendantes | 28 | 34 | -18% | 17 | 14 | 21% | 23 | 28 | -18% | 22 | 20 | 10% | 23 | 28 | -18% |
| provisoirement suspendues | 9 | 10 | -10% | - | - | | 8 | 9 | -11% | 1 | 1 | 0% | 8 | 9 | -11% |
| Total | 37 | 44 | -16% | 17 | 14 | 21% | 31 | 37 | -16% | 23 | 21 | 10% | 31 | 37 | -16% |

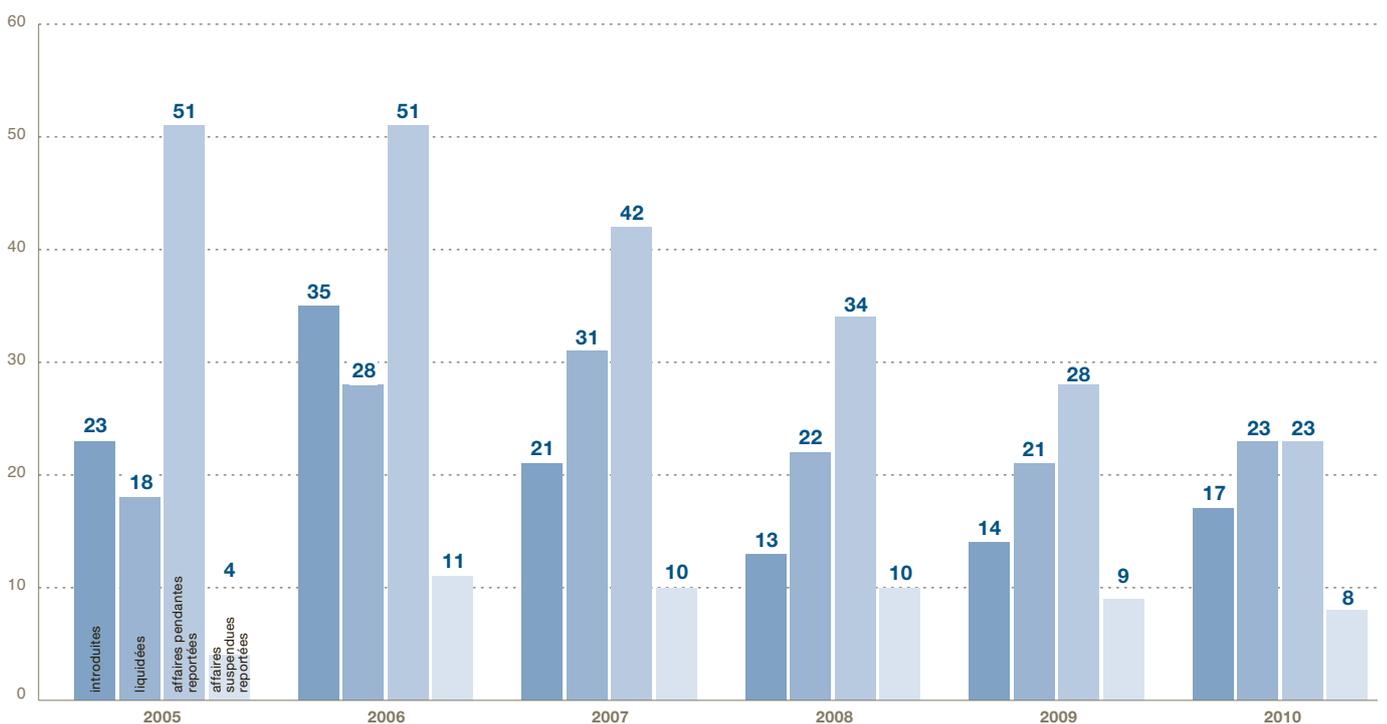
Instructions préparatoires – volume des affaires par langue



Instructions préparatoires introduites par langue



Instructions préparatoires introduites, liquidées et reportées à l'année prochaine



Durée des instructions préparatoires OJI

| | Liquidées en 2010 | Répartition selon la durée | | | | | | | Durée en jours | | |
|-------------------------------------|-------------------|----------------------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|---------|-------------|
| | | jusqu'à 6 mois | de 7 à 12 mois | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | plus de 5 ans | Maximum | Minimum | Moyenne |
| liquidées | 23 | 2 | 6 | 8 | 2 | 2 | 1 | 2 | 2248 | 20 | 754 |
| | Reportées à 2011 | Répartition selon la durée | | | | | | | Durée en jours | | |
| | | jusqu'à 6 mois | de 7 à 12 mois | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | plus de 5 ans | Maximum | Minimum | Moyenne |
| pendantes provisoirement suspendues | 23 | 3 | 8 | 4 | 2 | 4 | 1 | 1 | 2389 | 17 | 661 |
| | 8 | - | - | - | 2 | - | 5 | 1 | 2167 | 910 | 1525 |

Durée des instructions préparatoires OJI: quotients de liquidation

| | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) | | | Liquidation des affaires reportées de 2008 y compris les affaires suspendues (Q2) | | | Rapport entre les affaires introduites et liquidées (Q3) | |
|--------------|--|------------------------|-----------------------|---|------------------------|-----------------------|--|-------------------|
| | Introduites en 2010 | dont liquidées en 2010 | dont reportées à 2011 | Reportées de 2009 | dont liquidées en 2010 | dont reportées à 2011 | Introduites en 2010 | Liquidées en 2010 |
| Allemand | 9 | 3 (33%) | 6 (67%) | 26 | 14 (54%) | 12 (46%) | 9 | 16 (178%) |
| Français | 2 | - | 2 (100%) | 4 | 1 (25%) | 3 (75%) | 2 | 1 (50%) |
| Italien | 6 | - | 6 (100%) | 7 | 5 (71%) | 2 (29%) | 6 | 6 (100%) |
| Total | 17 | 3 (18%) | 14 (82%) | 37 | 20 (54%) | 17 (46%) | 17 | 23 (135%) |